

Le Mouvement populaire des familles et l'école **The People's Family Movement and the School** **El Movimiento Popular de Familias y la escuela**

Pierre Dominicé et Michel Vuille

Numéro 3 (43), printemps 1980

Formation et éducation populaire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034987ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034987ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dominicé, P. & Vuille, M. (1980). Le Mouvement populaire des familles et l'école. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (3), 47–51. <https://doi.org/10.7202/1034987ar>

Résumé de l'article

Le MPF regroupe des familles ou des personnes issues du milieu populaire qui tentent de prendre leur place dans une société en transformation. Le MPF a publié de nombreuses études et analyses qui sont le fruit des débats que poursuivent ses membres, qu'il s'agisse d'assurance-maladie, de logement, des conditions de vie des salariés ou de l'école.

Sur ce dernier thème, le Mouvement s'est mobilisé au cours des années récentes dans un vaste processus de consultation et d'enquête parmi les membres et par eux, qui a abouti à la publication d'un dossier : *L'école en question*. Au cours de cette démarche des parents ont commencé à oser parler collectivement de l'école et à penser que c'était peut-être l'école, et non pas leurs enfants, qui ne fonctionnait pas. L'impact de cette démarche est considérable tant pour les membres que pour les institutions scolaires en Suisse romande. L'article décrit cette démarche d'enquête et de conscientisation.

Le Mouvement populaire des familles et l'école

XXX

On pourrait citer nombre d'actions que le Mouvement populaire des familles (MPF) a accomplies en un peu moins de 40 ans d'existence — actions visant soit à faire connaître et à améliorer les conditions de vie des salariés de Suisse romande, soit à modifier les rapports de dépendance que les gens des milieux populaires entretiennent avec certaines institutions, l'école, par exemple. Ce n'est toutefois pas sur le contenu ou sur les résultants de leurs diverses interventions et revendications que des militants du MPF s'expriment ici. Ils estiment en effet qu'il est plus intéressant de chercher à cerner ce qui fait l'originalité du mouvement sur le plan de son organisation et de la participation de ses membres aux activités qu'il développe.

Au cours d'entretiens auxquels ont participé G. Annen, P. et R. Fuchs, P. Janin et B. Thomé, nous avons dès lors centré le débat sur le mode de fonctionnement du MPF. Pour illustrer leurs propos, les membres du mouvement ont fait référence à une campagne de sensibilisation qu'ils ont réalisée face aux exigences que le système scolaire impose aux enfants et aux parents des familles populaires.

P. D. et M. V.

Q : Quelle est l'origine du Mouvement populaire des familles, quels objectifs poursuit-il actuellement ?

MPF : Le MPF est un mouvement qui, comme son nom l'indique, regroupe des familles de condition modeste ou, d'une manière plus large, qui sont

issues ou se reconnaissent du milieu populaire. Il groupe ces familles ou personnes sans distinction de nationalité, d'appartenance politique ou professionnelle.

Le MPF a pour objectif, à travers son activité et son fonctionnement, de cerner les problèmes que rencontre le milieu populaire, lui permettre la prise en charge de ceux-ci et d'y trouver des réponses personnelles ou collectives. En fait, il vise à une véritable promotion du milieu populaire en permettant à chacun de ses membres de prendre sa place dans cette société en transformation, en devenant plus conscient, plus compétent et plus responsable.

Son origine remonte à 1942, lorsqu'un groupe de militants ouvriers chrétiens souhaitait un mouvement qui dépasse les critères confessionnels et politiques de l'époque pour faire face aux problèmes auxquels était affronté le milieu populaire d'alors.

C'est ainsi que des achats en commun ont été organisés pour obtenir d'une part des prix plus bas et d'autre part pour créer des occasions de contacts et d'actions. Il s'agissait au début d'achats de pommes de terre, de bois, de charbon. Ensuite, ce service s'est élargi aux denrées alimentaires pour les mêmes raisons. Dans le même esprit, d'autres services ont été mis sur pied : machines à laver le linge, à coudre ou à tricoter qui se passaient de familles en familles et qui étaient gérées par elles, services d'aides familiales, de prévoyance, etc.

À travers ces services, à travers les contacts avec d'autres familles du quartier, du village, les familles

et le MPF prenaient conscience de leur situation de manière toujours plus globale. Le MPF a été amené au fil des années à proposer également des solutions plus générales. Ainsi, et toujours en partant des problèmes quotidiens, de la réflexion et des propositions de ses membres, le MPF a avancé par exemple un projet d'assurance-maladie généralisée : *La sécurité par la solidarité*, des transformations légales importantes concernant le logement par des initiatives populaires : *Pour le droit au logement* et *Pour une protection efficace des locataires*, etc.

Par ailleurs, pour faire connaître la réalité sociale des familles du milieu populaire, et face à l'absence de statistiques sociales dignes de ce nom en Suisse, le MPF a réalisé, et réalise toujours, des enquêtes représentatives sur les conditions et habitudes de vie des ménages salariés en Suisse romande : en 1954 *Alerte*, en 1967 *Aisance et privations*, et dernièrement en 1977 *Comment vivent-ils?*

Depuis pratiquement les premières années de son existence, le MPF s'est donné un moyen d'expression, un journal qui a toujours gardé son titre : *Le monde du travail*. Ce journal est comme tout le reste dans le MPF, assumé et rédigé par les militants eux-mêmes. Ce journal paraît chaque mois.

Aujourd'hui, le MPF est implanté dans toutes les régions de Suisse romande. Il est organisé en 65 « sections » de quartiers ou de villages, regroupées en 9 « Fédérations » régionales ou cantonales. Il est essentiellement animé par ses militants, seuls 2 permanents pour l'ensemble, sont rétribués et travaillent pour le Mouvement à plein temps. Le MPF compte environ 3000 familles membres.

Depuis 1973, le MPF s'est engagé dans le sens d'une société à base d'autogestion. Il recherche les meilleurs moyens d'aller dans ce sens qui correspond le mieux à la forme de son action et de son objectif. Cela a été l'occasion d'une réflexion sur le genre de vie familiale et les relations à l'intérieur de la famille.

Q : Mais il se trouve que la famille n'est pas isolée, et l'institution la plus proche du milieu familial avec enfants scolarisés, c'est évidemment l'école!

MPF : Disons d'emblée que les problèmes soulevés par l'école dans les familles du milieu populaire étaient présents depuis pas mal de temps déjà. Ils étaient seulement diffus. À plusieurs reprises depuis

1965 environ, ceux-ci ont été évoqués à l'intérieur du MPF.

Mais dès 1973, à partir de notre réflexion sur le type de société, le type de famille et le type de relations à l'intérieur de la famille, les problèmes de l'école sont apparus de manière plus aiguë. Par exemple, les devoirs à la maison que les enfants rapportaient étaient très souvent l'occasion de tensions le soir. Ou bien on essayait de discuter avec les enfants, de faire des choix ensemble, de dire s'ils n'étaient pas d'accord, etc. et on s'est vite aperçu que cela créait des problèmes avec ce qui était vécu à l'école. Lorsque l'enfant essayait de faire la même chose, il se faisait vite réprimer par des notes ou des punitions.

Ce qui a encouragé le MPF à réaliser une réflexion sur l'école dans l'ensemble du Mouvement, c'est que ce besoin est apparu assez fort dans plusieurs régions simultanément. Trois groupes, au départ, ont souhaité se retrouver. De leurs échanges est sortie la proposition de réaliser la réflexion commune dans l'ensemble du MPF, proposition acceptée par tout le Mouvement. Ces groupes ont mis au point un questionnaire sur la base de leurs expériences. Une commission a également été créée sur le plan romand.

Ce questionnaire reprenait leur propre démarche ; il partait des aspects quotidiens : les devoirs, les punitions, les notes, les relations avec l'enseignant, etc. pour proposer d'aller plus loin : les programmes, les méthodes pédagogiques, la sélection ou l'école et la politique, etc.

Des groupes se sont constitués par village, par quartier ou même par immeuble. Ils étaient composés d'une dizaine de personnes, en moyenne, par forcément toutes du MPF. Ils ont travaillé sur une période de six à dix mois.

Ce travail a été intéressant pour tous les parents qui y ont participé. En effet, pour eux, pour nous, cela a été l'occasion d'une véritable libération à propos de l'école. L'échange a permis de découvrir que les problèmes que nous rencontrions ne nous étaient pas personnels, contrairement à ce que nous pensions. Et petit à petit les parents ont commencé à oser penser que c'était peut-être l'école qui n'allait pas. Alors qu'avant ils ne se seraient pas même posé la question. Les conséquences ont été aussi immédiates, par exemple, les parents qui tout à coup

osaient aller trouver l'enseignant autrement qu'en ayant la peur au ventre.

Pour ne rien perdre de toute la richesse de ces échanges, les groupes devaient au fur et à mesure de leurs échanges, noter et expédier des rapports qui étaient conçus sur deux attentions : une de retransmettre aussi fidèlement que possible les expériences rapportés par les participants car dans le milieu populaire on s'exprime d'abord par des exemples vécus ; l'autre était de redonner les réflexions et les constats du groupe.

Q : Par rapport à l'exemple que vous avez donné du fonctionnement des groupes s'intéressant à la relation famille-école, vous avez mentionné le travail d'une commission sur le plan romand. J'aimerais savoir plus précisément comment se faisaient les échanges entre ces deux pôles : le niveau local et le niveau romand ?

MPF : Une commission-école a fonctionné sur le plan romand dès la décision du Mouvement de prendre en main le problème de l'école.

Réunissant des délégués de groupes régionaux, c'est elle qui a coordonné l'établissement du « document de travail » à l'usage de tous les groupes qui entreprenaient cette réflexion sur l'école. Ce document comprend les 11 chapitres suivants :

— Les devoirs à domicile — Les notes — Punitives et discipline — Réactions des enfants face à l'école — Relations parents-enseignants — Les programmes — Les méthodes — Sélection et structures — Orientation professionnelle et apprentissages — Les buts de l'école — École et pouvoir politique.

Au fur et à mesure de leurs réunions, les groupes envoyaient leurs rapports et constats écrits à cette commission qui en a effectué un premier tri par chapitre, en vue du Congrès du Mouvement de novembre 1975.

Lors de ce Congrès, il y a eu présentation à l'aide de sketches, montages audio-visuels et dessins humoristiques des synthèses de divers chapitres, préparés et réalisés par des groupes de différentes régions, débats en groupes puis synthèse et résolution en séance plénière, ainsi que la décision de publier ce constat sur l'école sous forme d'un livre.

La Commission a effectué un classement de toute la matière reçue, regroupant par chapitre les faits vécus et les réflexions issues des débats et confrontations en groupes. Le projet définitif, mis

au point en collaboration avec des pédagogues sympathisants du MPF, comprend pour chaque chapitre des commentaires et de courtes analyses qui permettent de signaler certaines contradictions ou idées-forces qui apparaissent dans le constat. Le but de ces remarques est également de prolonger le débat dans les groupes et aussi de faire prendre conscience à tous les lecteurs que la réflexion n'est pas terminée et que le livre devrait être plus un outil de travail qu'un ouvrage en soi.

Au fur et à mesure de leur préparation, les projets des chapitres ont été renvoyés dans les groupes qui ont participé à cette enquête pour lecture et pour donner leur avis sur le fond et la forme des commentaires et analyses, qui ont été parfois à leur demande modifiés et corrigés par la Commission.

Ce n'est qu'après que tous les chapitres ont été approuvés de la sorte que le texte a été donné à l'imprimerie.

Q : Après la parution de votre enquête intitulée L'école en question, quel a été l'usage que vous avez pu en faire ? Quels sont les gens qui ont été touchés ? Comment avez-vous diffusé l'ouvrage ? Avez-vous pu en discuter ? Quels sont les résultats ou les conséquences qui en découlent ?

MPF : La sortie du livre a eu un impact très fort au niveau des moyens d'information. Les journaux l'ont accueilli très favorablement en soulignant l'oeuvre de pionniers des parents du MPF. Des interviews ont été données à la radio et à la télévision romande. En plus, la série « Ouverture » de la Télévision romande a consacré une de ses émissions d'une durée d'une heure à *L'école en question*. Des militants ont participé de bout en bout à la préparation de l'émission qui montrait notamment des groupes de réflexion. Cette émission très écoutée, a été une publicité importante pour le livre.

Très nombreux ont été les enseignants, chercheurs en pédagogie ainsi que les organisations d'enseignants qui ont manifesté leur intérêt sinon leur enthousiasme et nous ont prodigué des encouragements à continuer. Par contre, les Départements cantonaux chargés de l'Instruction publique, quoique fort bien renseignés n'ont pas réagi publiquement à l'exception de l'IRD (Institut de recherche et de documentation pédagogique) qui nous a invités à une rencontre d'un jour complet. Ce n'est que plus tard que des responsables de

départements cantonaux ont pris contact avec le MPF. Des partis politiques et des syndicats nous ont également invités à des rencontres. Côté parents, quelques associations de parents vivement intéressées, nous ont demandé de venir présenter le livre. Mais le plus grand nombre d'entre elles sont restées muettes, ce que nous expliquons par le fait que celles-ci se sont senties dépossédées d'une partie de leur monopole ou qu'elles s'identifient à l'école actuelle et ne tiennent pas à soutenir un débat de fond.

Quant à la diffusion, 6000 exemplaires ont été vendus, spécialement parmi les enseignants. Un effort particulier a été entrepris pour une diffusion chez les parents et notamment ceux du milieu populaire. La vente s'est surtout faite par contacts personnels, lors de débats où nous étions invités ou de réunions de présentation publique, par des stands de vente dans la rue, sans passer par les circuits de distribution habituels, librairie, etc.

Des stands d'information et de vente se sont tenus sur invitation lors des fêtes d'écoles, kermesses, congrès d'enseignants par exemple.

Les conséquences sont entre autres que le MPF est dès lors reconnu comme représentatif des parents, ce qui nous a valu d'être consultés par des commissions législatives parlementaires pour donner notre point de vue sur des projet de loi et d'être invités à être représentés dans une commission gouvernementale au niveau national. Nous avons en outre été invités à participer, comme représentants des parents qui y étaient invités pour la première fois à un colloque de chercheurs en pédagogie de toute la Suisse en 1979 à Neuchâtel. Enfin, nous participons depuis 2 ans à une émission radio hebdomadaire sur l'école, en compagnie d'enseignants, d'associations de parents et de hauts responsables de directions écoles. Mais depuis peu nous n'avons plus été convoqués. Serait-ce que nos propos dérangeant ou est-ce la réponse indirecte à *L'école en question* de la part des Départements d'instruction publique qui comptent sur cette émission pour justifier l'école actuelle ?

Q : Votre action est donc originale par le fait qu'elle a été conduite par un groupe de militants, de parents qui ont raisonné à partir de leurs situations concrètes. Les résultats rejoignent ceux d'enquêtes qui ont été faites il y a un certain nombre d'années, mais ce qui est important, semble-t-il, dans ce que vous avez dit c'est

qu'il ne s'agit pas d'un travail de spécialistes, mais de parents des milieux populaires qui, écartés de la gestion de l'école, essayent pour une fois, de prendre en charge les problèmes qui les concernent.

MPF : On est conscient que ce qu'on a découvert de l'école a déjà été dit à de nombreuses reprises mais que tout ça restait des théories et ne passait pas ou peu dans la pratique et n'était pas ressenti par ceux qui sont les « mobiles » de l'école : les enfants et les parents.

Comme le Mouvement l'a déjà fait lors de précédents actions comme les achats en commun ou le problème des loyers, par exemple, nous avons fait notre apprentissage du problème par expériences. Ce sont ceux-là même qui subissent les effets qui ont cherché le pourquoi et le comment à travers des situations réelles, des faits vécus quotidiens, la place et les conséquences de l'école dans leurs familles, les perturbations qu'elle pouvait y apporter par les devoirs à domicile, par les notes, etc. dans les relations entre parents et enfants et entre parents eux-mêmes.

À travers *L'école en question* c'est un constat qui a permis à des parents du milieu populaire de prendre conscience que l'école ne transmet pas seulement des connaissances, mais que par ses méthodes pédagogiques, ses programmes et ses buts, elle façonne un certain type de comportement favorable au système économique que nous connaissons (peur — manque d'esprit critique et de prise de responsabilités — soumission), qui leur a permis de découvrir que le milieu populaire ne se retrouve pas dans cette école qui ne tient compte que d'une seule forme de culture, celle des privilégiés, ignorant la leur, qui leur a permis aussi de réaliser que par ses notes et ses examens, l'école reproduit les inégalités de notre société.

Ces parents ont pris conscience à travers leur démarche que l'école ne devait pas rester une affaire de spécialistes, que les parents, les enfants ont une place à prendre pour dire quelle école ils veulent.
Q : Le livre L'école en question était une étape, ce n'était pas un but en soi. Le constat qui a été fait sur l'école doit porter maintenant à d'autres réflexions, à d'autres actions. Quelle est l'étape suivante pour le MPF ?

MPF : Avec *L'école en question*, c'est une première étape, la découverte de l'école telle qu'elle est. On sait actuellement ce qu'on ne veut pas dans l'école.

Avec *L'école en question*, le MPF met à disposition un outil de travail pour poursuivre la prise conscience du milieu populaire et la sienne en même temps. Il veut, avec ce livre, poursuivre sa réflexion, dégager des pistes et des propositions pour une école qui réponde à des aspirations du milieu populaire. Il souhaite enfin collaborer avec tous ceux, parents et enseignants, qui partagent le même souci, l'épanouissement des enfants, et qui désirent pour cela changer l'école.

Une nouvelle étape est engagée depuis peu, c'est la recherche d'une école autre, telle qu'on la voudrait. À nouveau un document de travail a été réalisé, partant de constats, mais aussi des divergences d'opinion qu'on y trouve. Quatre axes principaux structurent le document :

- quel est le rôle des parents ?
- quel savoir l'école doit-elle transmettre ?
- quels adultes doit-elle former ?
- l'école doit-elle sélectionner ?

Ce document est actuellement en possession des sections du Mouvement auxquelles il servira de base pour la réflexion en groupes. Y sont invités bien sûr tous les parents extérieurs au Mouvement.

Cette recherche débute et on ne sait pas encore comment seront présentés les résultats, ni quand. Ce qui importe, c'est la qualité de la réflexion et ce qu'elle apporte comme connaissance à chacun. Les débats seront rapportés sous forme écrite de manière qu'au vu du contenu, le Mouvement décide ensuite, en temps utile, de l'utilisation qui peut en être faite.

Parallèlement à cette deuxième étape, le Mouvement s'est donné pour tâches :

- de sensibiliser l'opinion publique,
- de réagir aux événements locaux, prise de position, démarches auprès des instances scolaires,
- d'engager le dialogue avec des groupes ou enseignants favorables à notre démarche.

À travers sa manière de fonctionner, le MPF veut surtout rejoindre le milieu populaire, permettre l'expression totale de ce milieu et définir ensemble les moyens d'actions pour une prise de responsabilité personnelle et collective. Dans cet objectif, le MPF attache énormément d'importance à se donner les moyens de fonctionnement, de temps, d'information, etc. pour des prises de décision par l'ensemble des membres.

Ce sont les membres qui assument essentiellement le fonctionnement du Mouvement. Pour tout « équipement », le MPF a deux « permanents » à plein temps, issus du Mouvement et dont le mandat est d'une durée de huit ans. Ils sont surtout chargés, comme les autres responsables du MPF d'animer le Mouvement selon les orientations définies par le Congrès qui regroupe tous les deux ou trois ans les délégués de toutes les sections, soit plus du 10 % de l'ensemble des membres.

(Entretien conduit par
Pierre Dominicé et Michel Vuille)